

Montréal, 13 février 2025

À l'attention de Madame Ariane Émond
Présidence de commission
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6

OBJET : Consultation publique- Impact de l'itinérance et de la cohabitation sociale sur le secteur hôtelier

Madame la commissaire,

D'abord, nous souhaitons souligner les efforts déployés par la Ville pour faire face aux défis grandissants liés à l'itinérance et à la cohabitation sociale. Nous sommes conscients de la complexité de cette situation et de la nécessité d'approches inclusives et humaines pour y répondre.

L'Association hôtelière du Grand Montréal (AHGM) participe à cette consultation publique dans le but de partager l'impact croissant de ces enjeux sur les hôteliers montréalais et surtout faire partie des discussions pour ouvrir le dialogue de façon constructive et d'explorer des pistes d'actions concertées afin de mieux gérer les enjeux sur le terrain.

Un impact grandissant sur les établissements hôteliers

Plusieurs de nos établissements membres constatent une hausse des méfaits, 78% de nos membres observent une malpropreté accrue aux abords des hôtels, et 83% déclarent un sentiment d'insécurité ressenti par leurs employés ou même leurs clients, particulièrement à certaines heures (entre 23 h et 6 h). Cette réalité soulève des préoccupations importantes tant pour la clientèle que pour les équipes qui assurent le bon fonctionnement de nos établissements. Nos membres nous confirment avoir augmenté les budgets de sécurité et que les dépenses pour assurer la propreté ou réparer les méfaits sont plus élevés, augmentant directement les frais d'exploitation. De plus, le recrutement pour les postes de nuit notamment s'avère plus complexe et ardu, de même que pour la rétention de ce personnel.

Nos membres ne souhaitent en aucun cas stigmatiser les personnes en situation de précarité, mais plutôt mettre en lumière les défis concrets auxquels ils sont confrontés et collaborer à la recherche de solutions durables. À cet effet, bien que l'escouade propreté du centre-ville fournisse un travail essentiel et apprécié, nous constatons une augmentation marquée des besoins dans plusieurs secteurs de la ville, nécessitant un renforcement des ressources. L'accès à l'escouade ÉMMIS est également apprécié, mais celle-ci est grandement sollicitée et peine à répondre à l'ensemble des demandes. D'autre part, nos membres évaluent régulièrement de faire appel aux services policiers, mais, en raison du caractère jugé non urgent de plusieurs situations, beaucoup choisissent de ne pas signaler les incidents afin d'éviter de surcharger un système déjà sous pression.

Nos membres expriment un besoin criant d'un appui direct. Leurs employés ne sont ni formés ni équipés pour intervenir auprès de personnes vivant en situation d'itinérance, en détresse psychologique ou en état d'intoxication. Il faut réfléchir à des solutions viables et pérenne pour augmenter les investissements en logement abordable, en sécurité publique, augmenter les ressources pour les programmes de soutien social et également faciliter l'accès aux soins en santé mentale.

Nous espérons que cette consultation permettra d'ouvrir un dialogue constructif et d'explorer des pistes d'actions concertées pour mieux gérer ces enjeux sur le terrain. Nous demeurons disponibles pour travailler aux côtés de la Ville et des parties prenantes afin de concilier les impératifs économiques et sociaux de notre communauté.

Nous vous remercions pour votre écoute et votre engagement envers une ville inclusive et sécuritaire pour tous.

Dans l'attente de poursuivre ces échanges, veuillez agréer, Madame la commissaire, nos salutations distinguées.



Dominique Villeneuve
Présidente-directrice générale